

Prix Reporters Sans Frontières - TV5 Monde 2015

Liste des nominés



Catégorie « Journaliste »

Mahmoud Abou Zeid, alias Shawkan, (Egypte)

« Je suis un reporter photographe, pas un criminel. Psychologiquement, c'est insupportable d'être en détention illimitée. Même un animal ne survivrait pas dans ces conditions. » (Propos [extraits](#) d'une [lettre](#) écrite depuis la prison de Tora, en février 2015)

Shawkan est un photojournaliste égyptien [freelance](#) en détention provisoire depuis le 14 août 2013, soit plus de 760 jours. Il a été [arrêté](#) alors qu'il couvrait la dispersion violente des manifestations pro-Morsi sur la place Rabaa AlAdawiya au Caire pour l'agence mondiale de photojournalisme [Demotix](#) et l'entreprise américaine de média [Corbis](#) depuis 2010. Ce jour-là, trois journalistes ont été [tués](#) dans l'exercice de leur fonction.

Suivant l'actualité de près, le jeune journaliste de 28 ans couvrait entre autres les manifestations. Il a à plusieurs reprises produit des images fortes de la grogne populaire depuis la chute de Moubarak au renversement de Morsi. Sa détention est devenue illégale en août 2015, puisque selon la loi une détention provisoire ne saurait dépasser deux ans même dans des cas exceptionnels. C'est l'une des plus longues jamais connues en Egypte.

La date de l'ouverture de son procès a enfin été fixée cet été au 12 décembre 2015 devant le tribunal pénal du Caire. Il sera [jugé avec plus de 700 autres accusés](#), dont des membres de la confrérie des Frères musulmans, déclarée organisation terroriste en décembre 2013. Arrêté alors qu'il prenait des photos, Shawkan est accusé d'un grand nombre de charges, sans aucune preuve. Parmi les plus graves : appartenance à un groupe interdit (Frères musulmans ndlr), meurtre, attaque des forces de l'ordre et possession d'armes. Il risque la prison à vie ou la condamnation à mort.

Ses avocats n'ont toujours pas pu mettre la main sur les pièces essentielles relatives à l'affaire pour préparer la défense. Moralement épuisé, sa santé s'est détériorée depuis 2014 dans la prison de Tora. Le journaliste souffre d'hépatite C. Il est détenu dans de très [mauvaises conditions](#) et sans traitement médical, selon plusieurs organisations des droits de l'homme.

Zeina Erhaim (Syrie)

En 2012, **Zaina Erhaim** a choisi de quitter Londres et la BBC pour rentrer documenter la guerre dans son pays natal, la Syrie. Cette diplômée en journalisme, Zaina, qui vit à Alep depuis plus d'un an, a choisi d'enseigner son métier aux journalistes-citoyens syriens.

Au cours des deux dernières années, elle a formé près de 100 journalistes-citoyens en Syrie, dont presque un tiers de femmes, au journalisme audiovisuel et à la presse écrite. Elle a également contribué à l'établissement d'un grand nombre de nouveaux journaux et magazines indépendants. La journaliste souhaite montrer qu'on peut couvrir le conflit syrien autrement, en mettant notamment en avant la dimension humaine dans les coulisses de la guerre.

Dans une interview avec l'hebdomadaire The Arab Weekly en septembre 2015, elle précise: *"Je voulais voir la Syrie dans les gros titres sans qu'il s'agisse uniquement d'information sur les tragédies et massacres (...) La dimension humaine du conflit syrien est malheureusement absent de la couverture médiatique occidentale. On peut seulement trouver des articles sur l'Etat islamique et ses massacres"*.

Zaina Erhaim coordonne également un projet de formation en Syrie pour l'*Institute for War and Peace Reporting* (IWPR), une organisation internationale de soutien des journalistes dans les pays marqués par un conflit, une crise, ou une transition. Un grand nombre de ses élèves, qui viennent de tous les milieux, ont vu leurs reportages publiés dans de grands médias internationaux. L'éthique journalistique, la détermination et le courage de cette femme ont récemment été récompensés par le [prix Peter Mackler](#) 2015.

Zaina avait [travaillé](#) pour de nombreux médias syriens entre 2004 et 2010, tels que le site d'information [Syria News](#), la chaîne *Orient TV* ou encore le journal *Al-Hayat*, avant d'obtenir une bourse pour faire un master en Journalisme à Londres.

Ali Anouzla (Maroc)

Ancien directeur de la version arabophone du site d'informations *Lakome*, Ali Anouzla a été arrêté le 17 septembre 2013 à Rabat, puis inculpé pour terrorisme par la cour d'appel de Rabat pour avoir publié un lien vers un article du quotidien espagnol *El Pais*. L'article en question contenait un enregistrement de la vidéo de propagande d'Aqmi qui appelait au djihad dans le pays. Pour ce simple lien, Ali Anouzla a été mis détention préventive pendant

plus de cinq semaines, puis libéré provisoirement le 25 octobre 2013, dans l'attente de son procès.

Ses publications arabophone et francophone du site *Lakome* sont toujours bloquées et il demeure encore aujourd'hui poursuivi dans cette affaire. Il risque jusqu'à 20 ans de prison. Après deux ans d'inactivité, le journaliste relance le site *Lakome2* (dont il est pour l'instant le seul actionnaire ne voulant pas embarquer d'autres investisseurs avec lui tant que ses soucis avec la justice ne sont pas réglés).

Il figure également sur la liste des [100 héros de l'information](#), publiée par RSF à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai 2014.

Pravit Rojanaphruk (Thaïlande)

« *Les militaires n'avaient pas procédé à des détentions sans charge depuis les années 1960, sous la dictature de Sarit Thanarat* », confie Pravit Rojanaphruk à Reporters sans frontières en juillet 2015. Ce journaliste de renom est le seul à avoir été détenu arbitrairement à deux reprises dans l'un des « camps de réajustement du comportement » de la junte depuis que cette dernière a pris le pouvoir lors du coup d'Etat du 22 mai 2014.

Après une première détention quelques jours après le coup d'Etat, le journaliste est à nouveau détenu au secret par la junte pendant deux jours en septembre 2015. Emmené cagoulé dans une base militaire tenue secrète avant d'être interrogé et intimidé pendant trois jours, il sera relâché après avoir signé sous la contrainte un engagement écrit à ne prendre part à aucune activité "anti-coup". A sa libération, son employeur, *The Nation*, lui demande de démissionner sous la pression des autorités. Ainsi, s'achève une carrière de 23 ans passés au sein de la rédaction du célèbre quotidien anglophone.

Malgré les menaces de la junte, le journaliste refuse de se taire. A peine relâché, il publie un article pour décrire les conditions de sa détention et les pressions exercées à son encontre et sur ses co-détenus afin de les faire craquer psychologiquement. Il révèle également le harcèlement d'officiers de l'armée qui l'appellent au téléphone pour l'exhorter à cesser de tweeter et de critiquer la junte, et l'avertir qu'il fait l'objet d'une surveillance physique étroite. Aujourd'hui freelance, il est l'un des derniers, voire le seul journaliste du pays, à ouvertement remettre en cause la légitimité de la junte au pouvoir.

Esdras Ndikumana (Burundi)

Journaliste chevronné, le correspondant de Radio France internationale (RFI) au Burundi, Esdras Ndikumana a continué à couvrir l'actualité pendant toute la période de trouble enclenchée par l'obstination du président Pierre Nkurunziza à se présenter à un troisième mandat. Fermetures forcées des médias privés et menaces et violences des forces de l'ordre à l'encontre des journaliste... Au sein de ce dangereux chaos, le correspondant de

RFI a courageusement continué à couvrir l'actualité, devenant l'une des dernières voix indépendants dans la crise burundaise.

Le 2 août, alors qu'il couvre l'assassinat du général Adolphe Nshimirimana, ancien directeur des services de renseignements (SNR) burundais, il est pris à parti par les hommes du SNR. Jeté dans un fourgon de la police, il est contraint de s'allonger face contre terre et est roué de coups tout le long du trajet qui le ramène à leur quartier général. Sur place durant deux heures de tortures, il reçoit des coups de bâtons ponctués d'accusations d'être un "ennemi de la nation". Dépouillé de son pantalon et de ses chaussures, Ndikumana est à nouveau frappé sur tout le corps avec plusieurs objets contondants. Un de ses tortionnaires lui casse un doigt pour récupérer son alliance.

Quelques jours plus tard, la présidence déclare que toute la lumière sera faite sur cette violente agression. Pourtant, personne n'a à ce jour été arrêté dans cette affaire qui s'est pourtant déroulée au vu et au su de tous.

Ahmed Abba (Cameroun)

Le 30 juillet 2015, le correspondant local de Radio France internationale (RFI) en langue haoussa dans le nord du Cameroun, est interpellé par les forces de l'ordre. Soupçonné d'espionnage au profit de Boko Haram, Ahmed Abba passe 15 jours en garde à vue à Maroua, avant d'être transféré à Yaoundé où il est depuis détenu au secret sans que son avocat, pourtant le bâtonnier de Yaoundé, puisse le rencontrer ou avoir accès à son dossier.

Selon *RFI*, la détention de son correspondant relève aujourd'hui d'une "*situation extra-judiciaire*", puisque tous les délais légaux pour le présenter à la justice sont maintenant dépassés. [La radio demande que l'avocat du journaliste puisse avoir accès à son client et au dossier.](#)

Le Cameroun, s'illustre par son mauvais traitement des journalistes, qui sont régulièrement emprisonnés ou convoqués de façon arbitraire par la police. Cette situation ne s'est pas améliorée avec le vote, fin 2013, d'une loi anti-terroriste qui permet la prolongation indéterminée des gardes à vue de toute personne accusée d'atteinte à la sécurité de l'Etat. Une mesure qui touche déjà le journaliste.

Depuis le début de l'offensive contre Boko Haram, le nord du Cameroun, est un terrain miné pour les journalistes indépendants qui se voient refuser l'accès par l'armée camerounaise ou alors sont emprisonnés et accusés d'espionnage quand ils tentent de passer entre les mailles du filet et de couvrir la région, notamment les camps de réfugiés.

Raouf Mirkadyrov (Azerbaïdjan)

Raouf Mirkadyrov [croupit en prison](#) depuis un an et demi, mais son procès n'a toujours pas commencé. Malgré la dégradation de son état de santé, la détention provisoire de ce

célèbre journaliste indépendant est reconduite mois après mois. L'enquête piétine, et pour cause : les accusations de "haute trahison" portées contre lui sont totalement absurdes. S'il a lieu un jour, son procès sera une mascarade, comme ceux de [Khadija Ismailova](#), Seymour Khazi et [tant d'autres journalistes](#) récemment condamnés à de lourdes peines de prison.

Raouf Mirkadyrov est un journaliste expérimenté, connu pour ses positions critiques à l'égard des autorités azerbaïdjanaises, mais aussi turques et russes. Cofondateur du journal d'opposition *Bizim Yol*, il a également été rédacteur en chef adjoint du journal *Monitor*, dont le directeur Elmar Huseynov a été assassiné en 2005. Le quotidien indépendant avec lequel il collaborait au moment de son arrestation, *Zerkalo*, a été [contraint à la fermeture](#) quelques mois plus tard, asphyxié économiquement par le pouvoir.

A la 162e place sur 180 au Classement mondial de la liberté de la presse, le régime autocratique d'Ilham Aliev [est engagé](#) depuis deux ans dans une campagne de répression sans précédent contre les médias indépendants et les défenseurs des droits de l'homme. Il essaie aujourd'hui de faire passer pour de l'espionnage les efforts de Raouf Mirkadyrov pour favoriser le dialogue arméno-azerbaïdjanais. Avec la complicité des autorités turques : c'est à Ankara, où il vivait depuis trois ans, que le journaliste [a été arrêté](#) le 18 avril 2014, avant d'être illégalement expulsé vers son pays d'origine.

Lázaro Yuri Valle Roca (Cuba)

Comme la plupart des journalistes indépendants à Cuba, Lázaro Yuri Valle Rocca est étroitement surveillé par la police cubaine. La persécution a commencé début 2015, alors qu'il tentait, avec d'autres journalistes et blogueurs cubains, de couvrir les manifestations dominicales du mouvement *Las Damas de Blanco*. Depuis, le journaliste qui travaille entre autres pour le média *Diario de Cuba*, subit une pression permanente et intolérable : emprisonné arbitrairement à plusieurs reprises, frappé par les gardiens de la prison, séquestré dans des voitures de police, il s'est fait régulièrement confisquer son matériel. Victime de menaces de mort anonymes, il est également contraint depuis peu de rester cloîtré chez lui le dimanche car des patrouilles de police l'empêchent de sortir. Des rumeurs annonçant son suicide ont même été lancées dans son quartier. Lázaro illustre l'exemple parfait du calvaire subi par les journalistes indépendants à Cuba, dernier pays des Amériques au Classement mondial 2015 de la liberté de la presse de RSF.

Lázaro a récemment fait parvenir une lettre de demande de soutien à RSF. Se considérant aujourd'hui comme un 'reporter de guerre', sous la pression constante de menaces, il continue avec courage son travail.

Julio Ernesto Alvarado (Honduras)

Dans son programme "Mi Nacion" sur *Radio Globo y TV*, le journaliste couvre les actualités politiques sensibles, comme le scandale politique du détournement de fonds du système de sécurité sociale hondurien par le parti au pouvoir, ou encore les problématiques de la corruption et de la violence dans le pays.

A l'issue d'un procès fleuve pour diffamation, Julio Ernesto Alvaro a été condamné en 2014 à ne plus exercer sa profession pendant 16 mois. Le journaliste bénéficie de mesures conservatoires de la Commission inter-américaine des droits de l'homme (CIDH) depuis novembre 2014. Mais ces mesures ont été ignorées par les autorités judiciaires honduriennes qui ont écarté les recours nationaux du journaliste contre cette condamnation. Le 4 septembre dernier, la Cour suprême hondurienne a ainsi rejeté la demande de révision du procès. Cet acharnement judiciaire reflète les pressions subies par l'ensemble des journalistes critiques et les médias d'opposition dans le pays.

Pour l'heure, le journaliste continue d'exercer pour *Radio Globo y Tv*, dans l'attente de la notification de son interdiction de travailler.

Markus Beckedahl et André Meister (Allemagne)

En juillet dernier, deux journalistes allemands, **Markus Beckedahl** et **André Meister**, sont accusés de "haute trahison", pour avoir révélé des projets de surveillance du renseignement intérieur allemand. Leur source d'information a également été inculpée. Cette accusation des services secrets allemands n'avait pas été utilisée depuis 1962, à l'époque où le pays était coupé en deux.

Ces deux journalistes du blog *Netzpolitik.org* ont publié des informations relatives à un programme de développement de surveillance par Internet. Le site donnait notamment le budget détaillé du programme, budget qui comme la plupart de ceux des services similaires est secret. Il était prévu de consacrer une enveloppe de 2,75 millions d'euros à "l'analyse massive des données internet ».

Une expertise juridique, rendue publique le 3 août, a confirmé que ces documents relevaient du secret d'Etat. Face au tollé que cette affaire a déclenchée outre-Rhin, le gouvernement a voulu prendre ses distances avec le procureur qui avait initié l'expertise, Harald Range. Ce dernier a dénoncé les pressions des autorités allemandes, peu de temps avant d'être limogé par le ministre de la Justice. L'enquête est toujours en cours.

Netzpolitik.org a fait de la transparence sur les programmes de surveillance des services secrets allemands son cheval de bataille. C'est un des blogs les plus actifs en la matière dans le pays.

Federica Angeli (Italie)

Journaliste spécialisée dans les affaires de mafia et de crime organisé pour le quotidien *La Repubblica*, Federica Angeli a été menacée à plusieurs reprises au cours des dernières années. Elle et sa famille sont sous protection policière depuis plus de deux ans. Le 14 septembre dernier, c'est en direct à la télévision que la journaliste se fait menacer par un

homme dont la famille est proche d'un clan mafieux. Des insultes sont postées sur les réseaux sociaux pendant l'émission. La journaliste porte plainte.

C'est en juillet 2013 que Federica Angeli est menacée de mort pour la première fois, alors qu'elle enquête sur le racket organisé dans la région littorale d'Ostie, près de Rome. Elle révèle que la mafia a infiltré des services de la ville. Elle-même et deux techniciens d'une équipe de télévision qui l'accompagnent sont séquestrés pendant plus de deux heures. *La Repubblica* publie l'histoire et met en ligne des images de la séquestration tournées en catimini par les deux techniciens. Quelques jours plus tard, près de 50 personnes sont interpellées.

Dans les semaines qui suivent, Federica est témoin d'une fusillade entre différents clans de mafieux. Elle reconnaît ceux qui l'ont séquestrée et se rend à la police pour témoigner. Elle reçoit de nouvelles menaces, ciblant cette fois ses enfants. Elle témoigne de tout cela dans une émission de télévision et mentionne les noms de personnes impliquées dans la fusillade, notamment deux membres du clan Spada. D'autres menaces suivent. Elle décide de déposer plainte en août 2014. En novembre 2014, dans le cadre d'une enquête sur le « racket des plages », dix personnes sont arrêtées, dont Armando Spada, auteur de la première menace à son encontre. Parallèlement, le gouvernement italien a dissous depuis le conseil municipal d'Ostie en raison des infiltrations mafieuses révélées par Federica.

Mohammad Sedegh Kabodvand (Iran)

Mohammad Sedegh Kabodvand, directeur de Payam-e mardom-e Kurdistan, est détenu depuis le 1er juillet 2007 à la prison d'Evin à Téhéran. Son journal avait été suspendu trois ans plus tôt. Le patron âgé aujourd'hui de 55 ans a été condamné le 22 juin 2008 à 11 ans de prison pour avoir créé une association de défense des droits de l'homme au Kurdistan. Victime à plusieurs reprises de malaises, et privé de soins adéquats, le journaliste a vu son état de santé se détériorer en prison.

Depuis son arrestation, les autorités pénitentiaires ont régulièrement rejeté ses demandes de libération pour raisons médicales, malgré ses problèmes cardiaques. Depuis le 1er juin 2014, il a entamé plusieurs grèves de la faim pour protester contre ses conditions d'incarcération et la décision inhumaine des autorités judiciaires qui l'ont empêché de rendre visite à son fils, gravement malade, hospitalisé à Téhéran.

Dans une récente interview le 3 août 2015, son épouse Prinaz Bagheban Hosseini a déclaré, qu'en dépit des malaises répétés de son mari, les autorités pénitentiaires persistaient à lui refuser des soins médicaux appropriés.

Farida Nekzad (Afghanistan)

Co-fondatrice et ex-rédactrice en chef de l'agence de presse *Pajhwok Afghan News* en 2003, Farida Nekzad a passé les 12 dernières années de sa vie sous la menace des

ennemis de la liberté de la presse, qui ont tenté de la kidnapper et de la tuer à plusieurs reprises. En 2007, alors qu'elle enquête sur l'assassinat de la journaliste Zakia Zaki, elle reçoit des appels téléphoniques ainsi que des emails lui promettant le même sort que sa consœur. Sa détermination pour défendre la liberté de l'information et les droits des femmes n'en est que renforcée.

En 2008, elle fonde l'agence de presse *Wakht News Agency* qu'elle dirige toujours et emploie des femmes journalistes afin, notamment, de couvrir la question des droits des femmes dans le pays. Malgré des difficultés financières, l'agence de presse, forte de son réseau de correspondants à travers le pays, demeure l'une des principales sources d'informations indépendantes en Afghanistan.

En 2014, Farida Nekzad est présidente de la Commission des médias, organe interne de la Commission électorale indépendante (CEI) avec pour mandat de surveiller l'impartialité des médias durant la campagne présidentielle. Pendant plusieurs mois, dans un climat de tensions extrêmes, elle s'attache à répondre aux violations des règles électorales par les médias et à enquêter sur les plaintes du public concernant la couverture des élections.

Lauréate de nombreux prix internationaux, dont le *Courage In Journalism Award* remis par l'[International Women's Media Foundation](#), Farida Nekzad continue d'être le fer de lance de la lutte pour les droits des femmes et milite activement pour une réforme du cadre légal entourant la presse afin que les journalistes soient davantage protégés dans l'exercice souvent périlleux de leur métier.

Catégorie « Journaliste citoyen »

Abduljalil Al-Singace (Bahrein)

Membre de Bahrain 13, un groupe de militants arrêtés par le gouvernement bahreïni pour leur rôle dans les manifestations pacifiques en 2011, Abduljalil Al-Singace a été arrêté en mars 2011. Sur son [blog Al Faseela](#), il écrivait des articles critiques sur la situation des droits de l'Homme et la répression des opposants politiques. Ce blogueur a été [condamné à la prison à vie le 4 septembre 2012](#) par la haute cour d'appel, qui a confirmé la peine prononcée par un tribunal militaire. Le 7 janvier 2013, la Cour de cassation a rejeté le recours qu'il avait introduit avec douze autres militants des droits de l'homme. Dans cette affaire, 21 co-accusés étaient poursuivis pour "appartenance à des organisations terroristes" et "tentatives de renversement du régime".

Pour protester contre les punitions collectives et les actes de torture que la police a infligés aux prisonniers lors d'une émeute dans la prison de Jau au début du même mois, le prisonnier de conscience a entamé une grève de la faim le 21 mars 2015, qui a duré 160 jours au moment où l'on écrit ces lignes.

Avec 40 autres organisations internationales, RSF a cosigné en août 2015 un [appel urgent](#) adressé au gouvernement du Bahreïn pour demander sa libération.

Oussama Al Najjar (UAE)

Journaliste-citoyen, Oussama Al-Najjar a été [condamné](#) le 25 novembre 2014 à trois ans de prison et une lourde amende par la Cour suprême fédérale d'Abu Dhabi, lors d'un procès inique, en l'absence de la défense, pour s'être exprimé sur Twitter sur les mauvais traitements subis en prison les membres des "UAE 94", dont son propre père. Il s'agit d'un groupe de 94 Emiratis condamnés en juillet 2013 à des peines allant de sept à quinze ans de prison au motif officiel qu'ils entretenaient des liens avec les Frères musulmans et auraient tenté de renverser le gouvernement.

Al-Najjar est l'un des premiers à avoir diffusé des informations sur le sujet via les réseaux sociaux. [Arrêté](#) le 17 mars 2014, le blogueur a été reconnu coupable d'offense à l'Etat via Twitter, d'incitation à la haine et la violence, d'appartenance au mouvement du parti Al-Islah (affilié aux Frères musulmans) et de diffusion de fausses informations. Son ordinateur portable, sa caméra et son téléphone portable lui ont été [confisqués](#) et son compte Twitter a été fermé.

Dans ce pays qui figure à la 120e place (sur 180) au [Classement 2015 de la liberté de la presse](#) publié par Reporters sans frontières, toute proximité avec les Frères musulmans est réprimée. Le gouvernement émirati organise une traque aux cybercriminels et l'[Autorité de régulation des télécommunications \(TRA\)](#) et les [unités de lutte contre la cybercriminalité](#) coordonnent leurs efforts pour surveiller et censurer Internet.

Atena Farghadani (Iran)

Atena Farghadani est une journaliste-citoyenne et militante des droits de l'Homme, condamnée le 2 juin 2015, à douze ans et neuf mois de prison ferme. Cette jeune femme de 28 ans avait été arrêtée après avoir publié sur sa page Facebook et YouTube [une vidéo](#) dans laquelle elle relatait les exactions subies pendant sa première détention en août 2014 dans la section 2A de la prison d'Evin contrôlée par les Gardiens de la révolution.

Atena Farghadani avait été détenue pour "action contre la sécurité nationale" et "publicité contre le régime via des performances en peinture", "insulte envers des responsables du régime et des députés pour un dessin publié". La jeune femme avait caricaturé les législateurs sous les traits d'animaux, pour protester contre l'adoption par le Parlement d'une nouvelle loi restreignant l'accès à la contraception.

Aujourd'hui, la journaliste citoyenne est détenue avec les prisonniers de droit commun dans la prison de Gharchak dans la ville de Varamin (sud de Téhéran). Le 27 février 2015, alors qu'elle effectuait son 18e jour de grève de la faim, « elle a été victime d'un arrêt cardiaque et transférée à l'hôpital de Firozgar de la Sharrai (sud de Téhéran) », selon son l'avocat, Me Mohammad Moghimi. Une semaine plus tard, elle était de retour à la prison d'Evin.

Selon sa famille, Atena Farghadani a entamé une nouvelle grève de la faim, le 16 septembre 2015, pendant trois jours pour protester contre les mauvais traitements qu'elle a subis en prison.

Blogueurs de Zone9 (Ethiopie)

Plus d'un an et demi après leur arrestation, quatre des six blogueurs de Zone9, **Atnaf Berhane, Befekadu Hailu, Abel Wabella** et **Natnail Feleke** continuent de croupir derrière les barreaux de la prison de Kality à Addis Abeba. Initialement arrêtés pour avoir "travaillé avec des organisations étrangères se proclamant activistes des droits de l'Homme et reçu des financements pour inciter le public à la violence à travers les médias sociaux", ils ont ensuite été inculpés pour terrorisme, selon la loi anti-terroriste de 2009. Ils encourent des peines de cinq à 10 ans de prison.

Les blogueurs de Zone9 se décrivent eux-mêmes comme "un groupe informel de jeunes Ethiopiens, travaillant ensemble pour créer un récit alternatif et indépendant des conditions sociales et politiques en Ethiopie ». Ils ont choisi leur nom en référence aux huit zones de détention de la tristement célèbre prison de Kality où sont détenus les défenseurs des droits

de l'Homme et les journalistes. La neuvième zone désigne l'ensemble de ce pays où l'on n'est jamais vraiment libre de dire ce que l'on pense et d'informer.

Créé en 2012, le blog avait été rapidement bloqué en Ethiopie par les autorités, tout en restant accessible à l'extérieur du pays. Le groupe a alors continué son activité d'information sur les réseaux sociaux. Sept mois avant leur arrestation, le harcèlement incessant des autorités gouvernementales les avait contraints à cesser totalement leurs écrits. Ils ont été arrêtés le lendemain de l'annonce de la reprise de leur blog.

Deux des blogueurs et trois journalistes initialement arrêtés en avril ont depuis été relâchés, l'accusation ayant conclu à un manque de preuves. On se demande alors pour quelles raisons les quatre autres blogueurs restent emprisonnés, leur dossier étant constitué des mêmes pièces à conviction.

Roy Ngerng (Singapour)

Depuis près d'un an et demi, le blogueur Roy Ngerng subit le harcèlement judiciaire du Premier ministre singapourien pour avoir dénoncé la gestion du fonds de pension central en mai 2014 sur son blog, thehearttruths.com. Agé de 34 ans, ce blogueur avait publié un article dans lequel il questionnait l'usage des fonds de sécurité sociale destinés aux personnes âgées, les *Central Provident Fund (CPF)*.

C'est la première fois dans l'histoire de la ville-Etat qu'un Premier ministre poursuit en diffamation un simple habitant. Officiellement, Lee Hsien Long poursuit en justice en sa qualité de citoyen et non de Premier ministre. En réalité, il n'hésite pas à recourir aux ressources dont il dispose grâce à son titre pour faire payer au blogueur critique son audace et lancer par la même occasion un message dissuasif à l'encontre des journalistes, professionnels ou non, couvrant la vie politique et économique de l'île. Intimidé par l'équipe d'avocats du Premier ministre, licencié par son hôpital pour des prétextes fallacieux peu de temps après le lancement des poursuites, insulté et menacé sur les réseaux sociaux et dans les commentaires d'articles de presse par une "armée" d'internautes à la solde du pouvoir, Roy continue néanmoins d'informer sans relâche ses concitoyens sur les mensonges du gouvernement concernant le CPF.

Dans un [article publié en septembre](#) dernier, fruit d'une enquête approfondie s'appuyant sur des informations publiques, Roy Ngerng démontre avec brio l'existence des malversations financières opérées par le gouvernement tout en révélant les tentatives de censure par ce dernier. Attaqué au pénal et au civil, Roy Ngerng attend la décision de la Cour suprême, saisie dans le cadre d'un jugement sommaire, procédure dans laquelle la culpabilité du blogueur n'est pas étudiée par la Cour, cette dernière le considérant déjà comme coupable des faits qui lui sont reprochés. Les réparations financières exigées peuvent s'élever jusqu'à 400 000 dollars singapouriens. Si Roy Ngerng se trouvait dans l'incapacité de payer, la justice pourrait le déclarer "en faillite" lui interdisant ainsi de quitter le territoire. En somme, un emprisonnement qui ne dit pas son nom.

Charlie Smith (Chine)

Co-fondateur de l'ONG Greatfire.org, qui surveille étroitement la cybercensure chinoise, Charlie Smith est l'un des rares blogueurs et journalistes-citoyens dans le monde à pouvoir se targuer d'être à même de rendre caduque la censure opérée par le Parti communiste chinois. Charlie Smith est un pseudonyme, que l'intéressé utilise pour se protéger de toute arrestation par les autorités.

Avec ses associés, il est à l'origine de l'initiative de l'opération "[Collateral freedom](#)", qui vise à rendre imblocables les sites de grands médias internationaux tels que la BBC, la [Deutsche Welle](#), ou des sites d'information, Boxun, le [China Digital Times](#) en Chine. Depuis 2011, les militants développent également des applications permettant aux internautes chinois de contourner la "Grande muraille électronique", vaste ensemble de technologies de censure développées par Pékin pour filtrer l'information.

Le blogueur et cyberactiviste met également les grandes entreprises internationales du secteur de l'Internet et de l'information face à leurs responsabilités sociales. Interpellant directement Apple, [Microsoft](#) ou encore [Wikipedia](#) dans des articles publiés sur Greatfire.org, Charlie Smith et son équipe ont réussi à contraindre certains de ces géants du Web à cesser de coopérer avec les censeurs chinois. En 2013, Microsoft a dû protéger les données de ses utilisateurs Skype, jusqu'alors entièrement transmises "en clair" à une entreprise chinoise, sous contrôle du gouvernement.

En 2015, grâce au soutien de Charlie Smith et de Greatfire, RSF a pu lancer sa propre initiative Collateral Freedom à l'échelle mondiale au bénéfice de neuf sites web informant les populations de régimes autoritaires tels que l'Iran, Cuba, l'Arabie saoudite, la Russie ou encore le Bahreïn.

Huynh Thuc Vy (Vietnam)

Co-fondatrice de l'organisation *Vietnamese Women for Human Rights* en 2013, la dissidente Huynh Thuc Vy blogue depuis 2009 sur les violations des droits de l'Homme au Vietnam, notamment au sein de la communauté H'Mong, sur [Dan Chim Viet Online](#) et <http://huynhthucvy.blogspot.com>. En 2015, Huynh Thuc Vy a publié un ouvrage intitulé *Commentaires sur la vérité - Liberté et droits de l'Homme*, rassemblant ses articles sur la défense des libertés civiles, la démocratie ainsi que sur le régime dictatorial au Vietnam et ses violations des droits fondamentaux.

Détentions arbitraires, interrogatoires, raids à son domicile, confiscation de matériel et d'articles, amendes... Depuis 2011, elle fait face au harcèlement continu de la police et du gouvernement. Le 12 juillet 2015, elle a été empêchée d'embarquer à bord d'un avion pour Bangkok où se tenait une formation à la cyber-sécurité dispensée par Reporters sans frontières. Le 15 septembre de la même année, les forces de police de la province de Dak

Lak ont organisé une campagne de dénigrement auprès de ses voisins, amis et concitoyens, qualifiant ses écrits sur le gouvernement de réactionnaires et dangereux.

En plus de sa fonction d'administratrice de la plateforme en ligne *Vietnamese Women for Human Rights*, cette lauréate 2012 du Prix Hellman Hammett de *Human Rights Watch* et du Prix annuel des droits de l'Homme du *Vietnam Human Rights Network* écrit entre autres pour la BBC, The Diplomat, Voice of America et Asia Sentinel.

Ángel Santiesteban Prats (Cuba)

Le blogueur indépendant de [Los hijos que nadie quiso](#) ("Les enfants que personne ne voulait"), héros de la liberté de la presse de RSF, est en liberté conditionnelle depuis le 18 juillet 2015 après deux ans de prison pour de fausses inculpations de "violations de domicile et agression".

Sur son blog, Ángel Santiesteban Prats n'hésitait pas à adopter des positions très critiques sur le gouvernement cubain. Les autorités l'ont reconnu coupable d'un délit commun en décembre 2012 après un procès éclair, tentant ainsi de dissimuler le caractère politique de sa condamnation. En septembre 2014, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a demandé au gouvernement cubain de mettre en place des mesures de protection en sa faveur après les mauvais traitements, menaces et tortures psychologiques qu'il a subis en prison.

Derrière les barreaux, il avait refusé d'être réduit au silence et avait continué à s'exprimer sur les pressions du gouvernement et à faire publier ses textes sur son blog grâce à sa collaboratrice argentine Elisa Tabakman.

Aujourd'hui, Ángel subit constamment des arrestations arbitraires et des menaces de réincarcération de la part des autorités, notamment pour l'empêcher de couvrir les manifestations des [Damas de Blanco](#). Il vient de sortir un livre sur sa détention, et se bat désormais pour la révision de son procès et le droit à la liberté d'expression sur l'île.

Catégorie « Média »

***Inkyfada.com* (Tunisie)**

Lancé en 2014, Inkyfada.com est un magazine web tunisien, disponible en version arabe et française. Son ambition première est de redonner foi en un journalisme indépendant grâce à la publication d'enquêtes et de reportages sur des sujets sensibles tels que la traite d'êtres humains, la fraude fiscale ou encore la prostitution. Une initiative unique en son genre dans le pays, qui ouvre une nouvelle voie aux médias tunisiens alors que les effets de décennies d'autocensure se font encore ressentir aujourd'hui.

A Inkyfada, on donne autant d'importance au fond qu'à la forme. Les articles sont en format long présentés avec une interface épurée et ergonomique. Parmi leurs enquêtes phares « SwissLeaks ; que révèlent les listings tunisiens ? », consacré aux pratiques frauduleuses des proches de l'ex-président Ben Ali. Publié en février 2015 par Malek Khadraoui et Sana Sboui, fondateurs du site d'information, ce travail est salué par les défenseurs de la liberté de la presse mais très peu repris dans les médias tunisiens, au grand étonnement des journalistes.

Signe que l'investigation fait encore peur, le modèle novateur prôné par Inkyfada doit être encouragé pour que les journalistes s'approprient la réforme du secteur médiatique, engagée en Tunisie depuis la révolution de janvier 2011.

***Cumhuriyet* (Turquie)**

Cette année, *Cumhuriyet* s'est particulièrement illustré pour la défense de la liberté de la presse en Turquie. Alors qu'une répression toujours croissante s'abat sur les voix critiques, le quotidien paie le prix de son journalisme indépendant et courageux : procès en cascade, blocages répétés de son site internet, campagne de calomnies...

“Celui qui a commis ce crime va le payer cher. Il ne s'en sortira pas comme cela” : le président Recep Tayyip Erdogan n'a pas mâché ses mots, début juin, en annonçant à la télévision qu'il portait plainte pour “espionnage” contre le rédacteur en chef de *Cumhuriyet*, Can Dündar. [Photos et vidéo](#) à l'appui, le journal venait d'apporter la preuve que [des camions affrétés par les services secrets turcs à destination de la Syrie en 2014](#) étaient bien chargés d'armes. Ces révélations faisaient rebondir une retentissante affaire d'Etat, étouffée un an auparavant par une [censure drastique](#). Car d'après de nombreux observateurs, la région syrienne vers laquelle se dirigeaient les camions était aux mains de groupes djihadistes.

Un dossier parmi d'autres pour Can Dündar, également poursuivi comme nombre de ses collègues pour “insulte” à Erdogan et... “terrorisme”. Plusieurs collaborateurs de *Cumhuriyet*

risquent eux aussi de lourdes peines de prison, par exemple pour avoir republié quelques caricatures de *Charlie Hebdo* après l'attentat de janvier. L'initiative avait valu au quotidien une [descente policière nocturne](#) à son imprimerie. Autres exemples de la ligne courageuse de *Cumhuriyet*, sa couverture de la question kurde. Ou encore du génocide arménien : le 24 avril, le quotidien consacrait sa Une au centenaire de l'événement, sous le titre "Plus jamais ça" en langue arménienne.

Meydan TV et Azerbaijan Saati (Azerbaïdjan)

Meydan TV et *Azerbaijan Saati* représentent la nouvelle génération de médias indépendants azerbaïdjanais, nés en exil en réponse à l'anéantissement du paysage médiatique local par le pouvoir. Le premier est une web-TV lancée en 2013 ; le second est une émission télévisée diffusée par satellite deux fois par semaine depuis 2012. A l'origine de ces deux médias de référence, la détermination acharnée d'une poignée de journalistes, et d'abord celle de deux figures charismatiques : le célèbre blogueur Emin Milli pour *Meydan TV*, et le rédacteur en chef du journal d'opposition *Azadlig*, Ganimat Zahid, pour *Azerbaijan Saati*.

La montée en puissance de ces médias [inquiète](#) le régime autocratique d'Ilham Aliev, qui pensait en avoir fini avec les voix critiques. On ne compte plus les [arrestations](#) et manoeuvres d'intimidation contre les collaborateurs d'*Azerbaijan Saati* et de *Meydan TV*. Pour tenter de faire pression sur Ganimat Zahid et Emin Milli, les autorités s'en prennent désormais à leurs proches restés au pays, même s'ils n'ont rien à voir avec le journalisme : plusieurs d'entre eux ont été [arrêtés](#) ces derniers mois dans des affaires montées de toutes pièces. Pour échapper à ce sort, des membres de la famille d'Emin Milli ont publiquement pris leurs distances avec lui, fin juin, dans une lettre ouverte adressée au président Aliev.

Iwacu (Burundi)

Difficile de savoir ce qui se passe à Bujumbura et a fortiori dans les provinces burundaises, depuis ce fatidique 14 mai 2015. A cette date, la presque totalité des médias burundais s'est tue, ou plutôt a été réduite au silence, à coups de lance-roquettes et de bombes incendiaires. Aujourd'hui, le seul média indépendant d'information qui continue de fonctionner à Bujumbura est le journal (papier et en ligne) *Iwacu*. Créé en 2008, ce média s'illustre par l'exactitude de ses informations, le sérieux de ses journalistes et la profondeur de ses reportages, ce qui ne lui a pas valu que la bienveillance des autorités au cours des années. Récemment, le conseiller en communication de la présidence, Willy Nyamitwe, a même poursuivi en justice l'une de ses journalistes qui n'avait pourtant fait que reproduire l'interview qu'il lui avait accordé...

"Rester debout", voilà le mot d'ordre donné par son directeur Antoine Kabuhare à la rédaction d'*Iwacu*, alors que les tirs pleuvaient sur Bujumbura et que les hommes de Nkurunziza réprimaient dans le sang les manifestations populaires contre son troisième mandat. Et c'est ce que les journalistes continuent de faire, autant que possible, risquant leur intégrité physique à chaque départ en reportage.

Droit Libre TV (Burkina Faso)

Droit Libre TV est une chaîne de reportages en ligne indépendante basée au Burkina Faso. Elle a pour vocation de traiter de sujets de société en Afrique de l'Ouest sous l'angle des droits humains, sans se détourner des questions qui fâchent. *Droit Libre TV* se présente comme une télévision sans frontières et accessible à tous. Son slogan: "La web TV 100% droits humains, 100% liberté d'expression". Elle vise un public jeune, libre et critique. Le format en ligne encourage le débat et la participation des téléspectateurs.

Unique en son genre, *Droit Libre TV* représente une petite révolution dans le paysage médiatique ouest africain. Tout d'abord elle se veut un média sous-régional et publie des articles concernant tous les pays voisins du Burkina Faso. Encore plus remarquable, elle se positionne au-dessus des prises de positions politiques stériles qui parasitent trop souvent les médias africains, et se concentre sur les populations de la région, relate leur quotidien, leurs défis, leurs aspirations.

Elle traite également les grands moments de l'actualité. Lors de la tentative de putsch des membres du régiment de sécurité présidentielle (RSP), l'ancienne garde rapprochée de Blaise Compaoré, le 16 septembre dernier, les équipes de *Droit Libre TV* étaient dans la rue pour collecter les témoignages et rapporter ce moment fort dans l'histoire de la nation. Elles ont d'ailleurs été prises pour cible par les hommes du RSP putschiste qui leur ont violemment confisqué leur matériel.

Hablemos Press (Cuba)

Hablemos Press est une agence de presse indépendante dont la mission est de recueillir et de diffuser l'information dans et en dehors de l'île. Fondée en 2009, elle compte 30 correspondants dans les 15 provinces du pays, et est aujourd'hui une plateforme d'information de référence sur Cuba. L'agence effectue également un travail de relevé des exactions contre les journalistes indépendants et les défenseurs des droits de l'Homme. La rédaction dénonce courageusement et quotidiennement les entraves ainsi que les risques liés au travail de journaliste, mais aussi les difficultés de l'accès à Internet à Cuba.

Ses journalistes et correspondants sont l'une des cibles préférées du régime et sont régulièrement menacés par les autorités. RSF dénombre plusieurs cas d'arrestations arbitraires de ses correspondants, auxquels s'ajoutent harcèlement et menaces presque quotidiennes. Ces méthodes de répression se sont durcies aux mois de juillet et août derniers, alors que le pays est dans une phase d'ouverture diplomatique internationale. Dans ce contexte particulièrement difficile pour la liberté de l'information, les journalistes et collaborateurs d'*Hablemos Press* continuent d'exercer leur profession pour "*renforcer le processus de démocratisation du pays*".

Dernier de la zone Amériques au Classement 2015 de la liberté de la presse de RSF, le gouvernement cubain conserve un monopole absolu sur l'information et ne tolère aucun média indépendant à l'exception de quelques revues catholiques. L'accès à Internet

demeure restreint en raison de son coût prohibitif et extrêmement contrôlé. Le 12 mars dernier, dans le cadre de l'opération "Collateral Freedom", RSF a débloqué le site d'information que les autorités cubaines avaient rendu inaccessible sur l'île depuis 2011.

Radio Globo y Globo TV, (Honduras)

Radio Globo y TV, un des médias d'opposition les plus écoutés du Honduras, se trouve dans le collimateur des autorités depuis le coup d'Etat de 2009. La radio subit des pressions en permanence, qui vont des poursuites judiciaires aux assassinats en passant par les menaces de mort contre ses employés. Depuis 2011, cinq collaborateurs de la radio ont été assassinés sans que les autorités ne mènent la moindre enquête. L'impunité est l'un des éléments clés de la violence contre les journalistes au Honduras.

Le 14 mai dernier, le directeur du média David Romero Ellner a été la cible de menaces de mort. Le journaliste avait révélé dans l'émission "Interpretando las Noticias" l'existence de menaces à son encontre après la diffusion d'informations sur le scandale du détournement des fonds de l'Institut hondurien de sécurité sociale (IHSS) impliquant le parti du président Juan Orlando Hernández. Le directeur de *Radio Globo* a également appris l'existence d'un plan pour l'assassiner et a bénéficié d'une protection policière. Il est aujourd'hui poursuivi en justice pour diffamation et dénonce un plan des autorités honduriennes pour le condamner à la prison.

Le harcèlement judiciaire est l'une des nombreuses formes de pression gouvernementales envers le média, notamment avec le cas emblématique de son journaliste, Julio Ernesto Alvaro, condamné en 2014 à l'issue d'un procès fleuve à ne plus exercer sa profession pendant 16 mois. Le journaliste bénéficie pourtant de mesures conservatoires de la Commission inter-américaine des droits de l'Homme (CIDH) depuis novembre 2014. Mais ces mesures ont été ignorées par les autorités judiciaires honduriennes, qui ont écarté tous les recours nationaux du journaliste contre cette condamnation, le 4 septembre dernier. Cet acharnement judiciaire reflète les pressions subies par l'ensemble des journalistes critiques et les médias d'opposition dans le pays.

Correo del Caroní (Venezuela)

Ce journal d'opposition qui existe depuis 38 ans incarne parfaitement les pressions exercées par le gouvernement Maduro sur les médias indépendants du pays, à travers des procédures judiciaires, des menaces et bien sûr des restrictions dans l'accès au papier journal. Début septembre, son journaliste Damian Prat a été accusé par le ministre de l'Intérieur et de la Justice de faire partie d'un groupe paramilitaire qui planifierait des pillages dans la ville de Guyana (capitale de l'Etat de Bolivar). Le ministre a assuré que des poursuites judiciaires seraient engagées contre lui. Trois semaines plus tôt, le président de l'Assemblée nationale, Diosdado Cabello, accusait le journaliste des mêmes faits dans son programme "Con el Mazo Dando".

Au mois d'août 2015, en raison de la pénurie de papier orchestrée par les autorités, le journal a dû passer de quotidien à hebdomadaire pour pouvoir poursuivre son impression et sa diffusion dans l'Etat de Bolívar (sud-est). Au Venezuela, le système de contrôle et de distribution du papier journal est géré par la Corporation Maneiro, qui dépend du ministère du secrétariat de la présidence. Depuis 2014, plusieurs médias indépendants et critiques affirment que la Corporation distribue le papier journal de manière inéquitable et dénoncent la censure indirecte exercée contre les médias indépendants par les autorités. Beaucoup sont ainsi obligés de diminuer le nombre de pages de leur publication ou d'espacer leurs numéros, voire d'arrêter complètement leur publication papier pour une diffusion en ligne.

***BIVOL* (Bulgarie)**

Bivol.org est un site d'information bulgare, partenaire officiel de WikiLeaks pour la publication des câbles diplomatiques américains sur la Bulgarie depuis mars 2011. Ce média de référence enquête également sur les cas de corruption et de mauvaise gouvernance dans le pays, ce qui lui a valu de nombreuses poursuites.

En 2012, quatre banques ont poursuivi le site *Bivol* pour des articles qui dénonçaient leurs mauvaises pratiques. En 2014, le site d'information *Bivol.bg* a été sommé par la Commission de supervision financière bulgare de révéler ses sources sous peine d'amende. Une démarche approuvée par la Banque centrale. Leur rédacteur en chef **Atanas Tchobanov** a appris fin août 2015 qu'il faisait l'objet d'une enquête au pénal pour "dénonciation calomnieuse", après avoir révélé sur *Bivol* qu'un ancien ministre avait fraudé les Assédic en France. Ces poursuites ont été abandonnées après diverses interventions extérieures, notamment celle de Reporters sans frontières.

***Mukto-mona* (Bangladesh)**

Co-fondé en 2001 par plusieurs blogueurs dont le regretté **Avijit Roy**, le site d'information *Mukto-mona* (www.mukto-mona.com) publie les contributions de libres penseurs, principalement d'origine bengalaise ou d'Asie du Sud, et basés dans différents pays à travers le monde. La mission que s'est donnée *Mukto-Mona* est de promouvoir la science, le rationalisme, la laïcité, la libre pensée, les droits de l'Homme, la tolérance religieuse et l'harmonie entre tous les peuples. À cet effet, le site publie des articles, des analyses et des critiques sur des sujets d'actualité et diverses thématiques tout en offrant un espace de discussion pour les lecteurs du site. De nombreux auteurs scientifiques, philosophes et militants des droits de l'Homme de renom, tel que le blogueur **Asif Mohiuddin** ont collaboré au site.

Depuis le début de l'année 2015, quatre blogueurs, dont des contributeurs du site et son fondateur, Avijit Roy, ont été assassinés par des membres de groupes terroristes islamistes. Un mois après le meurtre d'Avijit Roy le 26 février 2015, **Washiqur Rahman** était tué de la même manière. Le 12 mai, c'est le blogueur laïc **Ananta Bijoy Das** qui était assassiné à Sylhet. Le blogueur **Niloy Neel** a, lui, été tué à son domicile dans la banlieue de Dacca, le 7

août 2015, par un groupe d'hommes armés de machettes. Toutes les victimes étaient connues pour leurs écrits en faveur de la tolérance, de la liberté d'expression et de pensée et contre le fondamentalisme religieux.

Aux risques de représailles physiques qui pèsent sur les blogueurs il faut ajouter la pression exercée par les autorités, menaçant régulièrement de recourir à l'article 57 de la loi sur les technologies de l'information et de la communication, qui punit de sept à quatorze ans d'emprisonnement la publication d'informations "fausses, obscènes, diffamatoires par voie électronique". Malgré ces pressions et l'exil forcé de nombreux blogueurs, le site continue de publier les contributions d'auteurs qui refusent l'autocensure et ne s'embarrassent d'aucun tabou, pas même celui de critiquer l'islam, religion de 90% des 160 millions d'habitants du pays.

Geo News TV (Pakistan)

Au Pakistan, les médias se retrouvent de plus en plus victimes des « affrontements » entre les différentes forces politiques en présence. Grâce à son statut de chaîne indépendante, *Geo News* n'hésite pas à critiquer à la fois l'establishment et les partis d'opposition, l'armée et les services de renseignement. Pour cela, la chaîne de télévision et ses journalistes sont régulièrement la cible d'intimidations et de violences provenant tour à tour du gouvernement, des agences de renseignement ou de groupes terroristes.

En septembre 2015, un véhicule de la chaîne *Geo News* est victime d'une attaque au cours de laquelle un collaborateur de la chaîne est tué, un second blessé. En juillet de la même année, des projectiles sont lancés sur les fenêtres de la voiture blindée d'Hamid Mir, présentateur vedette de "Capital Talk", une émission qui traite de sujets controversés et met en cause des membres du gouvernement. Le journaliste, sous protection rapprochée depuis qu'il a fait l'objet d'une fatwa, avait même annoncé que les services de renseignement (Inter Service Intelligence, ISI) devraient être tenus pour responsables de toute attaque à son encontre. En avril 2014, Hamid Mir a échappé de peu à une tentative d'assassinat à Karachi.

Geo News subit les foudres de l'ISI et de tous ses alliés. Il en va ainsi de la suspension de la chaîne par l'autorité pakistanaise de régulation des médias (Pemra) en 2014 ou de la condamnation de Mir Shakeel-ur-Rehman, propriétaire de *Geo News*, et de la présentatrice Shaista Lodhi à 26 ans de prison par un tribunal du territoire autonome de Gilgit-Baltistan (Nord) pour avoir diffusé un programme considéré comme "blasphématoire" par les autorités. Des atteintes portant la marque de l'Inter-Service Intelligence.

Geo News n'hésite pas non plus à critiquer les politiques pakistanaise, afghane ou américaine, ce qui lui vaut d'être la cible de nombreuses menaces et attaques, tant de la part du gouvernement que de groupes terroristes (Talibans et Hezbollah).

Anh Ba Sam (Vietnam)

Lancé en 2007, Anh Ba Sam, (ou Side Walk News Agency, en référence à l'agence de presse officielle Vietnam News Agency), est l'un des sites les plus renommés pour sa couverture des événements politiques. Sa spécificité réside dans la grande diversité de ses sources - gouvernementales, policières, diplomatiques et dissidentes - qui l'alimentent et lui ont permis à maintes reprises de révéler des scandales politiques et des abus des autorités en place.

Son créateur, le blogueur Nguyen Huu Vinh, est lui-même un ancien membre des forces de l'ordre reconverti en investigateur privé. Depuis qu'il se consacre à son activité de rédacteur en chef du site, Nguyen Huu Vinh a fait l'objet de nombreuses pressions de la part des autorités, qui ont cherché à faire fermer Anh Ba Sam. Le site a essuyé plusieurs vagues de cyber-attaques, notamment sous la forme de déni de service distribué (DdOS), des attaques informatiques ayant pour but de rendre indisponible un site web, le plus souvent en l'inondant de requêtes jusqu'à ce que le serveur hébergeant le site cesse de fonctionner.

L'arrestation le 5 mai 2014 de **Nguyen Huu Vinh** et de sa collègue **Nguyen Thi Minh Thuy** pour avoir posté des articles critiques des autorités, inquiète de nombreux blogueurs et accroît l'autocensure parmi les journalistes citoyens. Mais malgré l'emprisonnement de son rédacteur en chef, le site Anh Ba Sam continue d'opérer et de diffuser de nombreuses informations grâce au réseau de contributeurs formé par Nguyen Huu Vinh.

Asia Plus (Tadjikistan)

La dérive autocratique du président Emomali Rahmon ne cesse de se renforcer au Tadjikistan, au risque de faire à nouveau basculer le pays dans la guerre civile qui l'a déchiré dans les années 90. Dans ces conditions, le journalisme indépendant est une activité à hauts risques, dont *Asia Plus* est l'un des principaux fers de lance depuis avril 1996. Le titre se décline en un [hebdomadaire](#), une agence de presse, [une radio](#), un studio de télévision et [un site d'information de référence](#). *Asia Plus* s'appuie sur son réseau dans presque toutes les régions du pays pour diffuser une information libre et indépendante, dans des conditions souvent très difficiles.

Asia Plus est l'un des rares titres qui rapporte l'actualité sans oeillères et ne cède pas à l'autocensure, notamment sur les problèmes politiques et sécuritaires, au risque de déplaire fortement aux autorités. On ne compte plus [les blocages](#) dont le site a fait l'objet ces dernières années, sans aucune décision de justice. Déjà condamnés à plusieurs amendes astronomiques, *Asia Plus* et sa rédactrice en chef, Olga Toutoubalina, ont fait l'objet d'un nouvel avertissement particulièrement absurde en 2014 : ils ont [été condamnés](#) à 30 000 somoni (environ 4 500€) de dommages et intérêts pour "outrage à l'intelligentsia". Ce jugement et l'amende au moins dix fois supérieure au salaire de sa rédactrice en chef est un moyen de plus d'intimidation envers *Asia Plus*, et une grave menace pour le journalisme indépendant au Tadjikistan.